

Si vous avez des difficultés pour visualiser ce message,
[consultez la copie web](#)



HebdoLettre n°119 - 6 mai 2019



La France face à la justice de l'otage

Madame, monsieur, chers élus, chers amis,

"Vous avez voulu faire des affaires en Afrique ? Vous auriez dû savoir que cela se finirait comme cela", dit un jour un consul général à un entrepreneur incarcéré en Afrique occidentale.

Sa détention était destinée à le faire craquer pour qu'il cède les parts de son entreprise à un concurrent en lien avec le pouvoir. Chacun peut imaginer la détresse ressentie par cet entrepreneur après cette conversation lorsqu'il a retrouvé son cachot, occupé par 60 individus où s'allonger ne pouvait se faire qu'à tour de rôle.

En Amérique latine, un éleveur français avait refusé de vendre son hacienda à des fermiers locaux. La police locale l'arrêta à la sortie de chez lui pour un contrôle de routine de son véhicule et trouva opportunément ... un paquet de cocaïne sur le siège arrière. Une fois incarcéré, son cheptel sera volé, son entreprise dévastée. Le consul fit preuve, dans ce cas, d'une remarquable empathie pour soutenir le moral de notre compatriote confronté à cette épreuve.

L'insécurité des entrepreneurs français à l'étranger m'est apparue très vite en sillonnant la planète dès le début de mon mandat. Dans certains pays où l'état de droit est incertain, les contrôles fiscaux peuvent être assortis de redressements astronomiques, les litiges commerciaux ou désaccords entre actionnaires, voire les conflits sociaux peuvent vous conduire tout droit à la case prison.

Souvent sollicité sur ces questions, il m'a paru important de créer une association pour établir une veille permanente sur les situations de détention arbitraire ou abusive de Français à l'étranger.

Jusqu'à récemment ces difficultés étaient l'apanage des entrepreneurs de PME. Désormais, plus personne n'est à l'abri. Un grand groupe français a été contraint de vendre en catastrophe ses activités dans un pays africain pour éviter d'être spolié suite à un redressement fiscal fatal. Aucun des employés du groupe n'est autorisé à se rendre désormais dans ce pays.

L'arrestation théâtralisée à Tokyo de **Carlos Ghosn** démontre que le droit international peine à s'imposer, même lorsqu'il consacre l'universalité des droits fondamentaux auxquels la France est profondément attachée, comme le souligne l'avocat **François Zimeray**.

Dans cette affaire, les droits fondamentaux de la défense (*) ont été bafoués, à savoir : son droit d'être traduit sans délai devant une autorité judiciaire, son droit d'introduire un recours pour contester sa détention, son droit à disposer du temps et des facilités nécessaires à la préparation de sa défense et à communiquer avec le conseil de son choix, ainsi que son droit à la présomption d'innocence.

Le gouvernement français souligne, à juste titre et en toutes circonstances, qu'il respecte l'indépendance de la justice. Pour autant, doit-il rester inerte quand la justice est instrumentalisée pour nuire à un compatriote, voire pour atteindre la réputation de notre pays ?

La mise hors-jeu de Carlos Ghosn, a eu pour effet de nous imposer le changement de président de l'Alliance Renault-Nissan-Mitsubishi et d'affranchir le président de Nissan d'une tutelle française, alors que ce dernier est à l'origine des accusations contre son supérieur !

Dans de telles circonstances, d'autres pays comme les États-Unis, la Chine ou la Russie n'auraient certainement pas eu la même retenue que la France.

L'affaire Ghosn démontre à l'évidence que notre diplomatie, qui s'est heureusement déployée sur le champ économique, doit se donner les moyens de défendre nos entrepreneurs lorsqu'ils sont pris dans les griffes d'une "justice de l'otage" pour reprendre l'expression des ONGs de défense des droits de l'Homme ...et de l'ONU.

Fidèlement,

Olivier Cadic

(*) Pacte International relatif aux droits civils et politiques ratifié par le Japon le 21 juin 1979.



Attentats terroristes au Sri Lanka

Au Sri Lanka, les attentats-suicides islamistes ont été commis le dimanche de Pâques, ce qui nous rappelle que 245 millions de chrétiens sont persécutés dans le monde, selon l'ONG Portes ouvertes, soit un sur neuf. Plus de 4.300 chrétiens ont été tués en 2018 "en raison de leur foi", selon cette ONG. Une réalité effarante.

Face au bilan effroyable de 360 morts, dont de nombreux enfants, j'exprime toute ma solidarité au peuple sri-lankais et ma profonde compassion aux victimes.



Incendie de Notre-Dame – Appel aux dons

Les images de la cathédrale de Paris en feu ont fait le tour monde entier, laissant chacun sidéré et incrédule. L'extraordinaire charpente, façonnée avec 1300 chênes plantés du temps de Charlemagne, a disparu à jamais.

Gérard Larcher nous appelle à réhabiliter "cet édifice emblématique du patrimoine spirituel et culturel de notre pays". Le président du Sénat informe ceux qui souhaiteraient apporter leur pierre à cette reconstruction que la Fondation du patrimoine a décidé de lancer une collecte nationale, via son site : [LIEN](#)

D'autres plateformes labélisées sont également à notre disposition :

- Centre des monuments nationaux. [LIEN](#)
- Fondation de France. [LIEN](#)
- Fondation Notre Dame. [LIEN](#)



Élections européennes 2019 : mode d'emploi pour les Français résidant à l'étranger

Comment voter pour élire vos représentants au Parlement européen et selon quel calendrier ? Le site de MEAE vous dit tout. [LIEN](#)



BREXIT SAISON 2

Nouveau délai : 31 octobre 2019

Près de trois ans après le référendum, personne ne sait encore ce que le Brexit signifiera pour les citoyens et les entreprises. En attendant, bonne nouvelle : les Britanniques vont participer aux élections européennes.



Le Figaro : JC Lagarde (UDI) demande au président Macron de "tendre la main aux Britanniques"

Le président de l'UDI, **Jean-Christophe Lagarde**, a demandé au président de la République de proposer aux Britanniques de participer à une "réécriture des traités" européens. "On voit bien qu'ils ont pris une décision absurde, qu'ils ne savent pas comment s'en sortir", justifie-t-il. Une excellente idée.

[En savoir +](#)



Brexit : ma question à Sylvie Goulard, Banque de France (vidéo 1m30)

Lors de l'audition de **Sylvie Goulard**, sous-gouverneure de la Banque de France, j'ai voulu savoir quels étaient les scénarios étudiés concernant le niveau de la Livre Sterling. Cette monnaie risque-t-elle de baisser, ayant des répercussions préjudiciables pour nos exportations ?

En savoir +



4ème Journée des Entreprises au Sénat (1/3) : les échanges entre

sénateurs et entreprises portent leurs fruits

Le président du Sénat, **Gérard Larcher**, a souligné que la Délégation sénatoriale aux entreprises (DSAE), dont je suis le vice-président, incarnait "le Sénat hors les murs qui parcourt le territoire à la rencontre des entrepreneurs". Notre Délégation est "la voix des petites entreprises qu'elle veut aider concrètement", a rappelé sa présidente, **Élisabeth Lamure**.

En savoir +



4ème Journée des Entreprises au Sénat (2/3) : mon intervention sur le thème des sur-transpositions (vidéo – 8:25)

Le Parlement est une usine à produire des lois. Connaissez-vous beaucoup d'usines qui fonctionnent sans système d'assurance Qualité ? Lors d'une table ronde, j'ai pris pour exemple le texte dont j'ai été rapporteur visant à supprimer des sur-transpositions de directives européennes en droit français.

En savoir +



4ème Journée des Entreprises au Sénat (3/3) : hommage aux promoteurs de l'apprentissage

Nous avons mis à l'honneur l'équipe de France des Métiers qui s'est distinguée lors des championnats d'Europe à Budapest et souligné que la DSAE soutenait la candidature française à l'organisation des Olympiades des métiers 2023 à Lyon (WorldSkills2023) pour promouvoir l'image de l'apprentissage en France.

A l'image avec Michel Guisembert, pdt WorldSkills France

[En savoir +](#)



En circonscription à BAHREÏN (6-7 avril 2019)

Thèmes : POLITIQUE. Conseil de la Choura : **Ali Bin Saleh Al-Saleh**, pdt. / Réception : **Jamal Fakhro**, V-pdt du conseil. // ENTREPRENEURIAT. Chambre de commerce : **Jean-Christophe Durand**, pdt et **Rim Jalali**, dir. ; **Jean-Philippe Fabregas**, Premier conseiller et **Aurélien Neu**, chef du service éco de l'ambassade. // COMMUNAUTÉ FRANÇAISE. Résidence : **Cécile Longé**, ambassadeur. / Consulat : **Sophie Guégan**, consule ; **Rosiane Hougbo-Monteverde**, conseillère consulaire Bahreïn et Qatar ; **Jean de Tinguy** (UFE). // ENSEIGNEMENT. Lycée français : **Mr Mathis**, conseiller principal d'éducation ; **Mme Moschetta**, agrégée de lettres. / French Arabian Business School : **Arnaud Lacheret**, dir. // CULTURE FRANÇAISE. Alliance française de Riyad : **Dominique Chastres**, Cocac.

En savoir +



En circonscription en ARABIE SAOUDITE – Riyad (8-9 avril 2019)

Thèmes : POLITIQUE. Conseil de la Choura : **Prince Khalid Al Saud**, pdt du groupe d'amitié France-Arabie Saoudite ; **Hoda Abdulrahman Al-Helaissi**, mb de la Choura. / Fondation Misk. // ENTREPRENEURIAT. Conseil d'affaires franco-saoudien : **Mohammed Bin Laden**, pdt. / CCEF : **Antoine Toussant**, pdt. / RATP Dev (projet de métro) : **Denis Guillois**, gen. manager / Bolloré (logistique) : **Alexandre Joseph**, CEO. // COMMUNAUTÉ FRANÇAISE. Résidence : **François Gouyette**, ambassadeur ; **Nadia Chaaya** et **Mazen Hakki**, conseillers consulaires Arabie Saoudite I ; **Roland Raad**, conseiller consulaire Arabie Saoudite II ; **Alain Chouan**, conseiller commercial. // ENSEIGNEMENT. Lycée français : **Yannick Ezequel**, chef d'établissement. // CULTURE FRANÇAISE. Alliance française de Riyad.

En savoir +



En circonscription au LIBAN – Beyrouth (10-11 avril 2019)

Thèmes : HYDRO-DIPLOMATIE. 7ème Semaine de l'Eau : **Fadi Comair**, Dg du ministère de l'Énergie et de l'Eau du Liban. // COMMUNAUTÉ FRANÇAISE. Consulat : **Karim Ben Cheikh**, consul général. / Conseillers consulaires : **Denise Revers-Haddad** (V-pdte), **Jean-Louis Mainguy**, **Charles Kanaan**, **Ghassan Ayoub** / Réunion publique : **Marcel Laugel**, ancien ambassadeur. / Rencontre entrepreneurs : **Roland Raad**.

En savoir +



En circonscription en TUNISIE – Tunis (12-13 avril 2019)

Thèmes : ENSEIGNEMENT. 5ème FOMA, Forum mondial des anciens élèves des lycées du monde - L'Union-ALFM : **Dominique Tchimbakala**, pdte / Réception à Résidence : **Olivier Poivre d'Arvor**, ambassadeur ; les députés **Samantha Cazebonne** et **M'jid El Guerrab** ; les sénateurs **Claudine Lepage**, **Damien Regnard** et **Richard Yung** ; les conseillers consulaires : **Madeleine Bennaceur**, **Laurent Caizergues**, **Francis Gaetti** et **Michel Zucchero** ; **Olivier Brochard**, directeur de l'AEFE ; **François Normant**, président de la FAPEE ; **Mylène Audirac**, CC Mexique. // ENTREPRENEURIAT. CCEF : **Norbert de Guillebon**, ex-pdt section Tunisie et **Pierre Beregovoy**, DG de l'UBCI.

[En savoir +](#)



Collaborateurs

François Gheysens
Franck Trouilloud

Nos coordonnées

Palais du Luxembourg
15 rue de Vaugirard
75006 PARIS



Nous contacter



+33 (0)1 42 34 14 66



o.cadic@senat.fr

MENTIONS LEGALES

Vous recevez ce message car vous êtes inscrit sur la lettre électronique hebdomadaire d'Olivier Cadic. Conformément aux dispositions de la loi "informatique et libertés" du 6 janvier 1978, vous pouvez vous opposer à l'envoi de nouveaux messages en cliquant sur le lien de désinscription ci-dessous.

[Désabonnement](#)